

804 / 78191

Echanges

ARGENTINA '78: FOOTBALL ET TERRORISME D'ETAT

Par Eduardo L. DUHALDE

Le déroulement des préparatifs de la Coupe du Monde de Football, qui doit se tenir au mois de juin en Argentine a montré sans aucune ambiguïté qu'il s'agissait pour la junta militaire présidée par le Général Videla d'une opération fondamentale de prestige international. Son but est de transformer son image internationale, qui est aujourd'hui celle de l'une des plus sanglantes dictatures du Cône Sud de l'Amérique Latine, pour présenter un pays pacifié, participant joyeusement à la Coupe du Monde, sans autre préoccupation que la victoire de l'équipe argentine.

C'est pourquoi les récriminations du Secrétaire d'Etat aux Finances Juan Aleman, par ailleurs représentant d'importants groupes bancaires européens, à propos de l'important déficit de cette opération (évalué à 700 millions de dollars), n'inquiètent ~~pas~~ guère les militaires, alors même que l'Argentine est plongée dans la crise économique la plus grave de son histoire. La réalisation de la Coupe du Monde est en effet devenue pour eux une affaire d'Etat plus importante que la question du canal de Beagle, leur différend frontalier avec le Chili. Maintenu au pouvoir par le terrorisme d'Etat, irrémédiablement isolée dans son propre pays et devant l'opinion internationale, cette compétition sportive est ~~devenue~~ aujourd'hui pour la dictature une "occasion unique" d'améliorer son image aux yeux du monde.

Dans une récente déclaration (Le Monde du 4.4.78), le Général Roberto Viola, Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre, affirmait que "l'image internationale de l'Argentine est une grave préoccupation pour le gouvernement". Le développement de campagnes en Europe de l'ouest et en Amérique a selon lui "créé une situation difficile: le gouvernement se chargera de supprimer les causes de cette image défavorable, et de développer d'autre part l'action psychologique nécessaire pour mettre fin à cette campagne, qui affecte réellement l'Argentine".

Ces déclarations menaçantes montrent à quel point la junta militaire est sensible aux critiques internationales, mais aussi l'importance qu'elle accorde à cette opération de prestige par le football.

BDIC

~~L'Etat Terroriste~~ La rationalité de la terreur d'Etat

Il est clair que cette tentative de "ravalement" n'est pas une tâche aisée pour les militaires. Car l'Argentine n'est ni un pays "pacifié" -il est aujourd'hui agité par de nombreux conflits sociaux et par la résistance populaire au régime, ni bien sûr un pays démocratique. La survie du régime n'est assurée que par la violation systématique des droits de l'homme, dont le sinistre bilan a déjà été dressé par de nombreux organismes internationaux, comme Amnesty International et la Fédération Internationale des Droits de l'homme: 8000 personnes directement assassinées, 20 000 autres enlevées par les forces de sécurité (dont la plupart ont probablement trouvé la mort dans les camps de concentration et les centres de torture), perte de 65% du pouvoir d'achat des salaires, suppression de toutes les libertés et droits constitutionnels, etc.

Mais ces chiffres, pour éloquents et dramatiques qu'ils soient, ne disent rien des causes de ce "Terrorisme d'Etat" ni de la rationalité du projet repressif mis en oeuvre par l'ensemble des Forces Armées argentines, avec le soutien sans faille du Pentagone et des firmes multinationales.

Le 24 mars 1976, les forces armées sortaient des casernes pour combler le vide du pouvoir laissé par le pourrissement à tous les niveaux du gouvernement d'Isabel Peron. Et plus fondamentalement, parceque ses chefs étaient convaincus de l'échec du péronisme à mettre en oeuvre le projet qui avait été à la base de l'accord passé pour le retour de Juan Domingo Peron en Argentine: l'utilisation du poids historique du péronisme, du charisme de son leader, pour obtenir l'appui -ou du moins la neutralité- de la classe ouvrière argentine aux politiques économiques définies depuis une vingtaine d'années par le Fond Monétaire International et le capital monopoliste.

Avec l'échec du péronisme, il ne restait plus de barrage capable d'endiguer le flot montant des revendications ouvrières. L'accentuation de la lutte de classes mettait en cause la survie même du modèle capitaliste dépendant, dont la crise structurelle implique précisément une baisse constante du coût de la main d'oeuvre, et donc une surexploitation accrue, pour assurer la rentabilité des entreprises.

BDIC

Cette classe ouvrière, sans doute l'une des plus aguerries du sous-continent et dont le niveau ~~de~~ croissant de conscience et d'organisation devenait un obstacle majeur pour les divers gouvernements qui se succédaient, exigeait aux yeux des militaires argentins une véritable opération chirurgicale, seule capable d'assurer la stabilité du système capitaliste. Ces deux années de terreur, avec leur interminable cortège de morts et de tortures, ne sont rien d'autre que la mise en oeuvre d'un projet froidement planifié d'extermination des militants politiques et des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière, dans le but d'asservir l'ensemble des travailleurs.

Chaque acte de terreur a son explication, que ce soit l'élimination directe de tel ou tel opposant, ou le caractère symbolique du crime lui-même. Même l'apparente anarchie des commandos militaires anonymes (présentés comme des "groupes d'extrême-droite"), dont on ne sait de quelle structure ils dépendent, répond à un projet cohérent et planifié: outre qu'elle permet de masquer la responsabilité directe des Forces Armées, elle vise à empêcher que des intérêts particuliers - ceux d'un ami ou d'un parent militaire, par exemple - puissent faire obstacle à l'efficacité de l'action, puisqu'il devient très difficile de savoir dans chaque cas quel régiment, brigade, ou section de la police, a été chargé de l'exécuter.

Le projet économique de la dictature

Il serait naïf de croire qu'un fleuve de sang aussi rationnellement programmé, ne soit pas appuyé sur un projet économique tout aussi rationnel. C'est pourquoi il ne faut pas parler de "chaos" à propos de la situation économique, bien que l'Argentine traverse actuellement une très grave récession, qui se manifeste notamment par la chute de la production industrielle, un chômage croissant, l'effondrement de la production de blé, la multiplication des faillites et des fermetures d'usines, et par une inflation persistante.

Du 2 avril 1976 jusqu'à présent, le Ministère de l'Economie a été dirigé avec les pleins pouvoirs par José Alfredo Martínez de Hoz, membre de l'une des plus riches famille de propriétaires fonciers, et lié à plusieurs secteurs du grand capital international, comme la ITT, Esso, Siemens, et la Banque Morgan. Son plan économique, brutalement appliqué, vise dans ses grandes lignes à accroître la surexploitation des ouvriers et la concentration de l'activité économique par la liquidation des petites et moyennes

BDIC

entreprises agricoles, industrielles ou commerciales.

Il est clair qu'un tel plan implique ~~comme~~ un grand nombre de victimes et fort peu de bénéficiaires. Par delà les circonstances conjoncturelles, il vise en effet fondamentalement à restaurer l'hégémonie du bloc bourgeois au pouvoir -aujourd'hui divisé- par la "sainte alliance" des bourgeoisies foncière, industrielle monopoliste, et financière. Tous les secteurs économiques et sociaux qui n'entrent pas dans ce cadre extrêmement restreint sont des ennemis potentiels de ce projet de reconversion. Ainsi, même les couches qui avaient constitué la base sociale du coup d'Etat sont aujourd'hui victimes des militaires.

Car ce n'est plus exclusivement sur les épaules de la classe ouvrière et des autres secteurs populaires que repose le poids de la crise, comme c'était toujours le cas en Argentine antérieurement: d'importants secteurs de la moyenne bourgeoisie sont touchés par un processus accéléré de paupérisation, et soumis à la loi d'airain de la concentration capitaliste en faveur de différentes fractions du capital monopoliste lié à l'impérialisme. Ces secteurs sont ceux qui ont largement profité du plan Martinez de Hoz, et du Terrorisme d'Etat qui en est l'indispensable instrument. Ainsi, en 1976, les prix du bétail ont augmenté de 722%, entraînant une hausse importante des produits alimentaires. Les taux élevés d'intérêt sur le marché financier, supérieurs au rythme de l'inflation (170% contre 140% en 1977), non seulement permettent des bénéfices considérables, mais sont également l'outil privilégié de la concentration du capital et de l'activité économique.

On connaît les résultats de cette politique: l'industrie ne fonctionne plus qu'à 50% de sa capacité, et dans de nombreuses usines, on ne travaille plus que trois jours par semaine; dans les grandes artères commerçantes de Buenos Aires et des grandes ~~autres~~ villes du pays, on voit des milliers de boutiques fermées pour cause de faillite.

La riposte ouvrière

Malgré la violente repression, la persistance des revendications et des luttes des travailleurs ~~argentins~~ montre que deux années de dictature n'ont pas réussi à briser la classe ouvrière argentine. Bien au contraire, la vague de grèves qui s'est levée en octobre dernier, et que l'inactivité forcée des mois d'été n'a pas affaibli,

a mis en évidence à la fois la faiblesse structurelle de la dictature de Videla -dont le seul soutien reste la violence des armes- et les contradictions qui traversent le bloc au pouvoir, menacé par le danger d'une explosion sociale aux conséquences imprévisibles et par son incapacité à dépasser une situation économique critique.

Certes, la riposte ouvrière est encore relativement inorganisée, fondée essentiellement sur des revendications salariales: elle n'est pas principalement l'expression d'un projet de pouvoir cohérent, ni le résultat d'une action coordonnée, rendue impossible par la repression. Mais il n'en est pas moins vrai que cette résistance constitue un défi rien moins qu'héroïque à l'appareil repressif et une remise en cause politique de la dictature militaire.

Face à cette situation interne et à la mobilisation de l'opinion internationale, les Forces Armées argentines ont mis au point un nouveau "plan politique". Celui-ci vise d'abord à mettre fin à la lutte pour le pouvoir entre les différentes factions de l'armée, dont les "têtes visibles" sont Videla et Massera. Mais il a également pour objectif de répondre -au moins partiellement- aux aspirations de participer au pouvoir et aux profits des secteurs de la bourgeoisie qui avaient appuyé le putsch, et qui fondent aujourd'hui leurs espoirs dans l'Amiral Massera.

Ce "plan" destiné à institutionnaliser à terme la dictature, ne change rien en fait à la structure de l'Etat terroriste, et ne contient que de vagues promesses d'une "démocratie surveillée", mise en tutelle, dont l'avènement est relégué à un futur incertain. Même si ce plan débouchait, il n'aurait fait que mettre des habits neufs au Terrorisme d'Etat et au génocide économique pour le rendre plus présentable aux yeux du monde.

Le football et l'Etat terroriste

A la différence des régimes fascistes "classiques", l'Etat terroriste argentin ne prévoit pas de participation active des masses. Son action, fondée sur la force des armes, est celle d'un régime dur, délibérément vide de toute participation sociale et strictement limité à l'élite dirigeante.

C'est pourquoi le "Mundial 78" n'a pas été organisé principalement comme une opération d'aliénation des masses populaires, destinée à les écarter de préoccupations plus politiques. Il ne s'agit en aucun cas de donner au peuple "du pain et des jeux". Ce qu'il

reçoit en guise de "pain", c'est en fait la faim et la surexploitation, et les "jeux" sont considérés d'abord comme de dangereux prétextes de rassemblements de protestation. L'organisation ~~internationale~~ du "Mundial" a donc comme objectif fondamental son impact international, la junte comptant sur l'indifférence populaire sur le plan interne, grâce au prix élevé des places et le contrôle policier des spectateurs, qui limiteront énormément la participation populaire.

Ceux qui ont répondu à la campagne de boycott qu'elle privait le peuple argentin d'une de ses ~~seules~~ rares occasions d'expression et de distraction, oublient simplement que la militarisation du "Mundial" 78 rend totalement illusoires les espoirs que celui-ci se transforme en un gigantesque meeting contre la dictature. Quant au fait de priver notre peuple d'une fête sportive, celui-ci défend par sa résistance à la dictature des valeurs autrement importantes que celles du sport: les droits fondamentaux de la personne humaine, aujourd'hui systématiquement bafoués et écrasés.

Quand les partisans du boycott affirment qu'on ne peut jouer au football entre les camps de concentration et les chambres de tortures, il ne s'agit pas seulement d'une position de principe indiscutable: ils dénoncent ~~un fait~~ le fait inacceptable que la réalisation de la Coupe du Monde en Argentine implique une aggravation de la repression populaire pour assurer "la fête en paix".

Mais même si cette repression restait à son niveau actuel, si on se rappelle ~~qu'en~~ qu'en deux ans la dictature a fait 40 000 victimes (assassinées, disparues ou emprisonnées), cela signifiera plus de 1300 nouvelles victimes pendant les 25 jours que durera le "Mundial": 53 par jour, 4 pendant les 90 minutes de chaque match. Et d'ici la fin de l'année, ce seront 10 000 autres personnes qui seront assassinées, sequestrées, emprisonnées.

Eduardo L. DUHALDE

BDIC